

**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR DIDIER RATSIRAKA, PRESIDENT DE LA
REPUBLIQUE DE MADAGASCAR LORS DU SOMMET DU SUD
(La Havane, le 13 Avril 2000)**

Monsieur le Président, vous m'avez donné la parole et je voudrais parler.

Monsieur le Président, ce que je voulais dire tout à l'heure, c'était tout d'abord : la délégation malgache soutient entièrement la proposition de la valise, un.

La deuxième chose, je voulais dire exactement la même chose que le Président Fidel CASTRO en ce sens que la déclaration, la proposition de résolution, peut-être en anglais, nous l'avons écouté, nous avons le texte en anglais et nous sommes d'accord mais d'autres voudraient le texte en espagnol ou en français ; donc, pour pouvoir discuter valablement ou l'amender éventuellement, il faut distribuer le projet de résolution et ensuite on en discutera plus tard sinon on va passer toute la journée sur la même question.

La troisième chose, puisque maintenant j'ai la parole, c'était, tout en étant d'accord sur tout ce qui a été dit hier, aujourd'hui, il y a quand même deux points essentiels à notre avis :

Quand on est allé à Saint-Domingue, avant d'aller à Seattle, le groupe des pays ACP n'avait pas de position commune à propos de l'Organisation Mondiale du Commerce. Il n'a pas revu cette heureuse circonstance de la réunion de Santa-Domingo.

Pour que le groupe des ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) adopte une position commune, à laquelle les Etats Unis sont favorables à l'Organisation Mondiale du Commerce actuelle, donc, il y a des points importants qu'il faut transmettre, soit à la Banque Mondiale soit au FMI soit à l'OMC, etc, etc.... Il faut que ceux-ci acceptent vraiment notre position commune parce que, s'il n'y avait pas Saint-Domingue, je dis, nous n'avions pas de position commune pour aller à Seattle.

Alors, ce que j'aimerais souligner maintenant est la suivante : Nous sommes dans un même bateau comme disait le Président Fidel Castro. La mondialisation-globalisation est une doctrine totalitaire, un sens unique qu'on voudrait nous imposer. Il faut avoir une norme pour pouvoir imposer quoi que ce soit, soit au G7, soit à la banque mondiale, soit au FMI.

Pourquoi certains pays sont admis au conseil de sécurité ? Parce qu'ils ont une bombe atomique.

Nous avons une bombe atomique. Nous avons plus de la moitié des habitants de la planète, dans notre temps. Nous avons pratiquement les deux tiers des matières premières peut-être du monde dans nos sols.

Il faut absolument que nous puissions concrétiser ici et maintenant cette force de frappe pour qu'on puisse nous écouter.

Si nous allons parler avec le G7, ou ailleurs, je dis qu'il faut, comme le disait le Président Fidel Castro, retrouver le plan du combat quand nous avons abattu l'apartheid et le néocolonialisme.

Eh bien, nous avons la possibilité de le faire avec les matières premières. Nous n'allons pas toujours présenter des cahiers de doléances. Nous pouvons risquer les prix de nos matières premières aux pays industrialisés.

Il ne s'agit pas uniquement du pétrole noir, à la limite, peu nous importe, nous à Madagascar, si le prix du pétrole s'élève à 34 dollars le baril, si le prix du sucre, le prix du café, du cacao, de la vanille, de l'étain, du manganèse, du fer, du diamant, etc, etc..., montent aussi, c'est pour une coopération entre nous. Nous n'avons pas besoin de New York pour redresser la tête.

Nous sommes toujours un peuple objet. Il y a de moins en moins de justice ...mais nous demandons d'effacer nos dettes, oui, mais nous pouvons obliger ces pays à nous écouter. Nous avons notre bombe à hydrogène : c'est notre population et nos matières premières.

Et c'est pour ca que j'insiste, Monsieur le Président, pour terminer, sur la création des trois fonds adoptée depuis La Havane, New-Dehli, par les non-alignés au Zimbabwe et à Durban.

Il faut absolument créer ces mécanismes parce que, quand je vois les libellés, ce n'est pas par vanité d'auteur.

Quand je vois les libellés : continuer à analyser, à étudier la faisabilité de la création des trois fonds...

Mais alors on va continuer jusqu'à l'an 2010. Il faut absolument que la circonstance qui se présente aujourd'hui soit un nouveau monde en partage, comme quoi le groupe des 77, la majorité des pays du monde ayant la majorité des matières premières du monde disent que leur position, enfin, est que nous demandons à nos exportateurs de réserver 0,5% ou 1% de leurs recettes d'exportations chaque année.

Chaque pays a quelque chose à exporter, que ce soit du pétrole, du charbon, du café, du cacao, etc..., ou du coton.

Réserver 0,5 % ou 1% de nos recettes d'exportations dans une cause commune, eh bien, nous pouvons calculer nous-mêmes le cours de nos matières premières. Nous pouvons imposer aux pays industrialisés le prix de nos matières premières. Merci.